

CONSEQUENCE DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE

L'Algérie sans tribunaux administratifs

Le système judiciaire algérien se retrouve totalement privé de juridictions administratives de base depuis le samedi 23 avril, date de l'entrée en vigueur du Code de procédure civile et administrative. Cette situation, qui est à mettre sur le compte de la non-installation des tribunaux administratifs, risque d'avoir des conséquences désastreuses.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - L'ordre juridictionnel administratif est totalement bloqué depuis une semaine.

L'entrée en vigueur, le 23 avril dernier, du code de procédure civile et administrative a officiellement mis un terme à l'existence des chambres administratives installées au niveau des cours de justice.

Ce blocage institutionnel est à mettre sur le compte de la non-installation des tribunaux administratifs qui étaient censés prendre le relais des chambres administratives.

Pour mieux comprendre cette situation inédite, il est nécessaire de revenir à 1996, année de l'amendement de la Constitution. Lors de la révision de la loi fondamentale, le président

Liamine Zeroual décide de revoir l'organisation judiciaire en instaurant un ordre juridictionnel administratif en complément de l'ordre juridictionnel ordinaire.

Le Conseil d'Etat, «organe régulateur de l'activité des juridictions administratives», est officiellement institué (article 152 de la Constitution).

En 1998, le Parlement adopte deux textes législatifs : le premier consiste en une loi organique relative aux compétences et à l'organisation du Conseil d'Etat. Le second texte a trait aux tribunaux administratifs.

Pour mettre en œuvre ces dispositions, le chef du gouvernement de l'époque, Ahmed Ouyahia en l'occurrence, signe, le 14 novembre 1998, un décret



Photo : Samir Sid

L'installation des tribunaux administratifs est attendue depuis dix ans.

exécutif. Ce texte d'application détermine avec exactitude les compétences territoriales des 31 tribunaux administratifs.

Mais voilà, en attendant l'installation de ces juridictions de base, le législateur décide de laisser la gestion des affaires aux chambres administratives relevant des cours et qui ont été créées à la faveur de la promulgation du code de procédure civile du 8 juin 1966.

«A titre transitoire et jusqu'à l'installation des tribunaux administratifs territorialement compétents, les chambres administratives des cours ainsi que les chambres administratives régionales demeurent com-

pétentes pour connaître des affaires dont elles sont saisies, conformément au code de procédure civile».

Le système administratif algérien comporte donc deux niveaux : les chambres administratives des cours, juridictions de base dont l'activité n'est que provisoire et le Conseil d'Etat, juridiction suprême en matière de droit administratif. Le provisoire durera 10 bonnes années.

En 2008, le gouvernement soumet le projet de code de procédure civile et administrative au Parlement. Cette loi — un texte de 1065 articles — est adoptée haut la main par les membres des deux

chambres du Parlement.

Ses dispositions sont censées consolider la réforme du système judiciaire engagée depuis le premier mandat de Abdelaziz Bouteflika. Mais le code s'avère être un piège.

En son article 800, cette loi confirme une nouvelle fois le rôle des tribunaux administratifs : «Les tribunaux administratifs sont les juridictions de droit commun en matière de contentieux administratif.

Ils connaissent en premier ressort et à charge d'appel de toutes les affaires où est partie l'Etat, la wilaya, la commune ou un établissement public à caractère administratif.» Les

chambres administratives sont, quant à elles, dissoutes de plein droit à travers l'article 1064 : «Sont abrogées, dès l'entrée en vigueur de la présente loi, les dispositions de l'ordonnance n°66-154 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure civile.»

Tout aurait pu très bien se passer si le ministère de la Justice avait procédé à l'installation des tribunaux administratifs, comme cela est prévu depuis plus de 10 ans. Il en avait largement le temps puisque le code de procédure civile et administrative n'est rentré en vigueur que le 23 avril dernier.

«Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur une année après sa publication au *Journal officiel*», peut-on lire dans l'article 1064. Il n'en fut rien.

Reste aujourd'hui une série de questions sans réponses : pourquoi le ministère de la Justice n'a-t-il pas installé les tribunaux administratifs ? Qui est responsable de ce vide institutionnel ? Où devront s'adresser les citoyens souhaitant ester en justice l'administration ? Quel est le devenir des arrêts de justice rendus la semaine dernière par ces structures dénommées précédemment «chambres administratives» ? Quel sort sera réservé aux affaires pendantes au niveau de ces structures ?

T. H.

DANS 47 AGENCES PRINCIPALES DE LA BADR

Des produits d'assurance seront disponibles dès demain

Quarante-sept agences principales de la Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr) proposeront, dès demain 3 mai, la bancassurance parmi leurs activités.

Implantées dans les chefs-lieux de wilaya, ces agences, à travers leurs

chargés de clientèle, bien formés, vont offrir au public, en général, et à la clientèle de la Badr, outre les produits bancaires classiques, une gamme de produits d'assurance.

Il s'agit des assurances de personnes, de risques habitation, ainsi que des

produits d'assurance de risques agricoles concernant l'incendie des récoltes, la grêle et les multirisques serre, jeunes plantations, différents types d'élevage.

Fruit d'un partenariat entre la Société nationale des assurances (SAA) et la Badr, conventionnée pour la

distribution des produits d'assurance au bénéfice de la clientèle Badr et du large public, la bancassurance avait été officiellement lancée les 1^{er} et 2 avril 2009 au niveau des agences d'Amirouche, d'El-Harrach, de Boufarik, de Blida et de Tipasa.

C. B.

COUR DE TIZI-OUZOU

Ouverture mardi prochain du procès par contumace du fils de Ali Benhadj

Le procès du fils de Ali Benhadj, l'ex-numéro deux du FIS dissous, donné comme ayant rejoint les maquis islamistes du GSPC, en 2006, s'ouvrira mardi prochain à la cour criminelle de Tizi-Ouzou. Son nom a été cité, sur l'arrêt de renvoi, avec une quinzaine d'autres prévenus dont une femme, et qui sont tous en fuite, à l'exception de Saïdi Abdelkader qui sera présent à l'audience. Les mis en cause sont poursuivis pour appartenance à groupe terroriste armé, port d'arme et kidnapping. Le groupe est notamment suspecté d'être derrière l'enlèvement, en 2007, de l'ingénieur égyptien en télécommunications.

S. A. M.

COMITÉ POUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS SYNDICALES :

«Pas de changement pour les travailleurs»

«Le premier Mai n'est plus la fête des travailleurs d'antan... Aujourd'hui, cette période a cédé le pas au découragement et à la démobilisation générale des forces politiques et au recul des capacités revendicatives du mouvement syndical», estime le Comité pour la défense des libertés syndicales (CDLS) dans un communiqué à l'occasion de la fête internationale du travail.

Perte et précarisation de milliers d'emplois, flambée des prix, baisse de la production hors hydrocarbures,

importation de travailleurs étrangers, harcèlement des syndicalistes sont autant de signes que le CDLS considère comme révélateurs «des contours d'une économie en panne et en état d'échec», regrettant au passage qu'avec le maintien du même gouvernement, «rien de bien significatif ne va changer».

Néanmoins, le CDLS relève que «les syndicats autonomes, face au déni de droit opposé par le gouvernement quant à leur agrément, ont gagné

sur le terrain de la revendication et de la résistance et sont parvenus à constituer un front uni» pour la défense des intérêts des travailleurs et les syndicats autonomes qui doivent serrer leurs rangs pour se faire entendre et faire aboutir leurs justes revendications» faites de «justice sociale, répartition équitable des ressources nationales ainsi que l'unité et la solidarité dans le monde du travail».

R. N.